

Lutte de classe

Les contradictions (anarchie et concurrence) du capitalisme s'imposent.

Le directeur général de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) Pascal Lamy (PS) a estimé samedi à Pretoria qu'un accord sur la libéralisation des échanges pouvait être conclu d'ici la fin de l'année, en évoquant un *"grand risque d'échec"*.

Ne doutant de rien, il a assuré lors d'un entretien qu'il a accordé au correspondant de l'AFP présent à Prétoria : *"Il y a davantage de choses sur la table que l'année dernière"*, et il a poursuivi *"Nous nous rapprochons de la fin de partie. Je ne peux pas dire si ce sera un succès ou un échec, mais c'est faisable"*, il a le droit d'y croire, la marge de manoeuvre des différents capitalismes s'étant singulièrement réduite au cours des dernières années.

Le commissaire européen au Commerce Peter Mandelson avait déclaré la veille craindre *"que Doha ne soit confronté à un grand risque d'échec - le premier échec de l'Histoire dans un cycle de négociations commerciales multilatérales"* et sans doute pas le dernier tant les relations internationales ont tendance à se tendre avec le baril de pétrole à 106 dollars le 6 mars à New York, la baisse du dollar et le climat de guerre qui règne en Amérique Latine...

"La notion de la distance qu'il reste à parcourir avant la fin est manipulée tactiquement par chaque négociateur en fonction des cartes qu'il a en main", a réagi Pascal Lamy. Ces gens-là font preuve d'une désinvolture insupportable en jouant avec le destin des peuples.

"Nous sommes à un tournant. Il est normal que les négociateurs intelligents prennent ce genre de position", a-t-il noté. *"Il n'est pas surprenant que les positions se raidissent"*, l'intelligence commandant que les représentants de chaque capitaliste défendent leurs propres intérêts pour ne pas se retrouver dans une situation sociale encore plus critique au regard de la tempête qui s'annonce, le prolétariat passant à l'offensive un peu partout dans le monde.

Le cycle de Doha, visant à la libéralisation des échanges commerciaux, a été lancé en 2001 dans la capitale du Qatar. Plombé par un différend Nord-Sud, il aurait dû être bouclé fin 2004, mais l'OMC vise désormais un accord pour la fin de 2008 entre ses 151 pays membres.

Les négociations opposent les pays dits en développement qui dénoncent les subventions agricoles des pays riches, à ces derniers qui réclament une baisse des barrières douanières pour les produits industriels et les services.

Les médiateurs chargés des groupes de négociation à l'OMC ont publié récemment trois nouveaux textes de négociations pour l'agriculture, les produits industriels et les services.

Lamy, comparant les négociations à un avion cargo, a assuré que *"pour l'agriculture, on sait désormais sur quelle voie atterrir. C'est un peu plus risqué sur l'industrie (...) et beaucoup plus complexe pour les services"*, un euphémisme.

Les rapports étant inversés entre les pays disposant d'un secteur agricole dominant et ceux disposant d'un secteur industriel ou les services sont les plus développés, il est clair que le capitalisme dominant, principalement américain et européen, propose un marché de dupe aux représentants des pays où l'agriculture demeure largement prédominante.

La loi du développement inégal et combiné dans les pays où le capitalisme n'est pas développé au même niveau que le capitalisme dominant, demeure la règle. Tous les pays ne sont pas confrontés exactement à la même situation économique et sociale. Des pays immenses et très peuplés comme la Chine ou l'Inde disposent d'un marché intérieur gigantesque qui leur permet de mieux résister à la crise qui mine le capitalisme mondial, et ils disposent de marges de manoeuvre pour faire face aux contradictions du développement du capitalisme dans leur pays essentiellement grâce à leur croissance économique, à condition que l'Etat en conserve le contrôle, d'où la reprise en main annoncée dernièrement par les autorités chinoises qui craignent que les inégalités sociales engendrées par le capitalisme sauvage n'entraîne une situation sociale explosive et incontrôlable, par exemple.

L'accord révisé sur l'agriculture, qui reprend des propositions du G20, a été bien accueilli par les pays émergents apprend-on, mais rejeté par plusieurs pays de l'Union européenne qui ne veulent pas faire davantage de concessions.

Le deuxième texte, qui appelle une trentaine de pays émergents à ramener dans une fourchette de 19 à 23% leurs droits de douanes sur les produits industriels, a fait l'unanimité contre lui.

Quant au médiateur chargé des services, il a dû reconnaître la persistance "*d'importantes divergences*" et laissé en blanc la date à laquelle les participants doivent remettre leurs offres révisées, faute de consensus sur ce point.

Autrement dit, l'espoir fait vivre ou survivre le capitalisme, hélas ! Mais si le prolétariat s'emmêle sur tous les continents, les maigres espoirs des capitalistes risquent de s'envoler pour longtemps, pour toujours peut-être, qui sait quelle tournure peut prendre la lutte des classes, de notre côté, il y a tout lieu de demeurer optimiste.

Il n'est évidemment pas question de défendre "*notre*" agriculture ou "*notre*" industrie comme le réclame le PCF et le PT contre telle ou telle agriculture ou industrie, mais de combattre pour en finir avec le capitalisme à l'échelle mondiale, et en premier lieu dans notre propre pays, combat que ces deux partis ont abandonné, l'un au nom de la soumission à l'Union européenne, l'autre au nom de la rupture avec l'Union européenne, deux perspectives en apparence opposée qui ont pour point commun de refuser d'engager le combat pour en finir avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, et de présenter ou de soutenir des candidats aux élections municipales de 2008 qui appartiennent au même parti que Pascal Lamy, le PS, dont l'attachement au capitalisme n'est plus à démontrer, puisqu'il s'en réclame ouvertement depuis...1983 pour ne pas remonter plus loin dans le temps.

(source : AFP 01.03)